



Minister for
International Trade

Ministre du
Commerce extérieur

STATEMENT DISCOURS

VERIFIER AU MOMENT DE
L'ALLOCUTION

86/21

Notes pour une allocution de
l'honorable James Kelleher,
ministre du Commerce extérieur,
au "Dunning Hall" de
l'Université Queen

KINGSTON, ONTARIO

Le 26 mars 1986

Canada

Mesdames et Messieurs, bonjour.

C'est pour moi un grand honneur d'être ici aujourd'hui. Lorsque j'étais à Queen -- c'était la classe de 1953 --, je m'assoysais là où vous êtes maintenant, et je crois n'avoir jamais pensé que je me retrouverais ici pour donner une conférence plutôt que pour en recevoir une.

Mais je vous avoue ne pas être tout à fait à l'aise ici. Vous savez, il existe une différence entre un universitaire et un ministre du Cabinet. Un universitaire en apprend toujours plus sur toujours moins -- au point de tout savoir sur rien. Un ministre du Cabinet connaît probablement l'expérience inverse. Je pense parfois que j'en apprends toujours moins sur toujours plus, au point de ne rien savoir sur tout.

Aussi je vous demande d'être patients avec moi.

Aujourd'hui, j'aimerais tenter de situer mon portefeuille, celui du commerce extérieur, dans le contexte du monde dans lequel vous allez devoir vivre. Et lorsque je dis vous, je veux dire les jeunes hommes et les jeunes femmes de votre génération, vous qui commencez votre carrière -- vous dont certains se retrouveront sans aucun doute de ce côté-ci de la tribune.

Toute projection commerciale suppose une part de conjecture, bien sûr, parce que personne ne sait ce qui s'en vient. Mais, en nous fondant sur ce qui se passe aujourd'hui -- et si l'on exclut une calamité imprévisible ou une prospérité inattendue --, il est possible de déceler certaines des grandes tendances et d'en tirer des conclusions assez raisonnables.

Remarquez les qualificatifs. "Certaines des grandes tendances." "Des conclusions assez raisonnables." Comme tout économiste le sait, on ne décèle jamais toutes les tendances. Et comme tout producteur de films le sait, vous avez des problèmes dès que vous commencez à faire des projections.

Une autre mise en garde, et puis nous entamons le sujet. Aujourd'hui, l'humanité vit réellement dans deux mondes, et non dans un. Le monde qui nous semble souvent le plus apparent est celui des manchettes de journaux et des téléinserts de 30 secondes. C'est le monde des slogans et des clichés, du blanc et du noir, des bons et des mauvais; dans ce monde, tout semble bien identifié. Je suppose que vous pourriez l'appeler le monde de Walt Disney.

Ce qui est bien, sauf que les problèmes qu'il présente sont simplifiés à l'extrême et que les solutions qu'il suggère sont instantanément applicables.

Si seulement le monde réel pouvait fonctionner de cette façon. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Dans le monde que nous connaissons tous les jours, les problèmes sont complexes, les solutions viennent lentement -- peut-être même péniblement et souvent imparfaitement -- et tout semble en évolution.

Les politiciens doivent passer une bonne partie de leur vie dans le monde de Disney. Nous vivons en suivant les manchettes et les téléinserts. De fait, il y a un certain risque que Mickey Mouse remplace un jour le monde réel. Mais s'il arrivait un jour que les grandes décisions de politique soient fondées sur la froide sagesse d'Elmer Fudd, le jeu sera fini.

La définition du monde réel pose évidemment toujours un problème. C'est le vieux problème existentiel: la vérité, tout comme la beauté, se trouve dans les yeux de celui qui la contemple, et personne n'a une vision parfaite. Mais si la vérité est illusoire, au moins ceux qui la recherchent peuvent-ils reconnaître qu'elle est effectivement illusoire. Voilà qui est à tout le moins honnête.

Marshall McLuhan, l'un de ces chercheurs de la vérité, a vu que le monde se rétrécissait et qu'il était en train de devenir un "village planétaire." Commençons par cette réflexion.

Le village planétaire est rapidement en train d'être dépassé. Le monde devient chaque jour plus interdépendant, et ses économies mieux imbriquées. On peut alléguer que le phénomène avantage tout le monde, et il a certainement profité au Canada.

Le commerce n'est pas une activité à somme nulle. Tout le monde y gagne. Il génère la richesse. Il est le principal moteur de la croissance. Dans notre cas, les exportations ont décuplé dans les quarante dernières années et les importations ont progressé presque au même rythme. Pendant les mêmes quarante années, notre richesse nationale -- le produit national brut -- a plus que triplé, et notre population active a plus que doublé.

Nous exportons maintenant le tiers de ce que nous produisons et importons les trois-dixièmes de ce que nous consommons. En d'autres mots, nous commerçons sur une

grande échelle. Nous échangeons des pièces d'automobiles de l'Ontario contre des oranges d'Orlando. Du charbon de la C.-B. contre des caméras du Japon. De la morue des Grands Bancs contre du rhum de la Jamaïque, du gaz de l'Ouest contre du pétrole de l'Est. Plus du bois d'oeuvre contre du café, des avions contre des skis aquatiques, du matériel de télécommunications contre des magnétoscopes, et ainsi de suite. Au fond, la formule est simple. Nous échangeons des choses que nous produisons à bon marché ou bien contre des choses que nous ne pouvons produire dans ces conditions. C'est pourquoi le commerce existe. Et il enrichit nos vies; il nous fournit un grand nombre d'emplois. Un bon trois millions de Canadiens occupent des emplois qui dépendent directement du commerce.

Mais la question est de savoir combien d'emplois il y aura en l'an 2000 et au-delà, les années pendant lesquelles vous serez les plus productifs. Y aura-t-il des emplois plus nombreux et meilleurs dans une économie solide et en expansion? Ou y aura-t-il des emplois moins nombreux et moins spécialisés dans une économie en dérapage? La réponse dépend largement des décisions que le Canada doit prendre dès maintenant.

Les décisions sont dans une certaine mesure compliquées par un courant néfaste dans le commerce international -- néfaste dans le sens très littéral qu'il va à contre-courant du village planétaire. C'est le courant du protectionnisme, qui tire sa vigueur de nombreuses sources -- de l'arrivée de nouveaux concurrents agressifs, du fait que la plus grande économie mondiale a un déficit commercial massif et chronique, et du fait -- rappelons-nous que nous sommes dans le monde réel -- que tout est en mouvance.

Des changements se produisent dans ce que les gens veulent acheter. Ce sont même des changements fondamentaux. Les marchés des produits de base sont devenus des paniers sans fond. Le marché pétrolier suit une évolution en dents de scie. Le marché international des céréales n'est pas ce qu'il était. Les économies axées sur les ressources sont en difficulté. La haute technologie balaie le monde.

Aux États-Unis seulement, l'industrie des techniques de l'information rapporte maintenant autant que l'industrie automobile. Dans l'ensemble du monde, ce sera la plus grande industrie manufacturière d'ici la fin de la décennie. Au moins quatre pays sont en voie de produire un ordinateur qui se rapprochera des capacités du cerveau humain.

L'intelligence artificielle est maintenant l'enfant chéri du monde de la technologie. Et pourtant, on sera peut-être soulagés d'apprendre que l'avenir de l'intelligence artificielle est encore très loin d'être assuré. Certains disent que les ordinateurs penseront comme les humains dans cinq ans, d'autres disent qu'il faudra trente ans, et d'autres encore disent que la chose ne se produira jamais. Pour le moment, l'intelligence artificielle est développée pour accomplir des tâches particulières à des projets spécifiques -- une extension de l'automatisation -- plutôt que pour tenter de remplacer le cerveau humain.

Si l'intelligence artificielle a maintenant beaucoup de vogue en Californie, les chercheurs de Silicon Valley ont déjà dépassé cette étape et organisent maintenant des séminaires sur l'économie de l'ère post-informatique.

Dans tous les cas, alors que l'automatisation et la technologie évoluent aussi rapidement, l'accent dans le très court terme sera mis -- aussi étonnant que cela puisse paraître -- sur la souplesse, sur la capacité à s'adapter. L'ère du superspécialiste est révolue, du moins pour le moment. D'une certaine façon, nous sommes en train de réinventer l'homme de la Renaissance.

On a dit que les révolutions dévorent leurs propres enfants. C'est précisément ce qui se passe dans la révolution de la haute technologie. La surspécialisation a été remplacée par la technologie qu'elle a créée, une technologie qui évolue si rapidement qu'aucun spécialiste ne peut se tenir à jour. Permettez-moi de vous en donner un exemple. Les plus spécialisés des travailleurs du domaine de la haute technologie sont les concepteurs de pastilles pour ordinateurs. Très approximativement, il n'y en a que 5 000 dans le monde, et ils sont très bien payés. Mais pas pour longtemps. Dans cinq ans, ils seront devenus inutiles. Ils devront alors retourner à l'école pour se recycler à nouveau, s'ils le peuvent. Et ils devront continuer à le faire tous les cinq ans ou à peu près, ou changer de type d'occupation.

L'explosion de la demande d'éducation permanente exerce incidemment un effet sur les universités traditionnelles. Elles aussi devront s'adapter à la révolution technologique et à tout ce qu'elle véhicule. Par exemple, les universités parallèles sont actuellement en train de s'imbriquer dans la structure industrielle des États-Unis. La Hughes Aircraft Company, actuellement détenue par General Motors, dirige la plus importante école d'enseignement supérieur du sud de la Californie -- une école plus grosse que l'UCLA ou l'USC. Cette école est exclusivement utilisée pour recycler les ingénieurs de la compagnie. Ce qui veut dire qu'ils ne retourneront pas à l'université.

Et pourquoi pas? L'une des réponses est que certaines universités n'ont su s'adapter aux besoins de notre temps. Leurs programmes sont perçus comme rigides. De plus -- et vous n'allez probablement pas aimer cela -- elles sont fermées une trop grande partie de l'année.

Mais ce n'est qu'une partie du problème. Nous sommes confrontés à un phénomène impressionnant. Nous semblons au début de la plus grande transition qu'ait jamais traversée l'humanité. Cette transition qui a été décrite comme une "convergence de révolutions", modifiera le mode de vie des citoyens de la plupart des pays industrialisés. Cette transition s'enracine dans la technologie, mais elle affecte presque tout ce qui touche nos vies: notre capital énergétique, notre système financier, notre structure industrielle, notre structure familiale, la façon dont nous communiquons, et même notre système de valeurs. Nous ne pouvons absorber tous ces changements d'un coup, mais nous pouvons au moins tenter de les absorber graduellement. La clé est la souplesse, et c'est justement ce que vise le gouvernement fédéral: aider à rendre le Canada plus souple, permettre au Canada d'affronter le défi du changement. Cela signifie ouvrir notre économie, la rendre plus concurrentielle au pays et à l'étranger, la rendre plus attrayante aux investissements productifs au pays et à l'étranger.

Ce qui suppose certaines grandes décisions en matière de commerce. Nous avons déterminé que la seule véritable solution est d'aller de l'avant et de tenter d'ouvrir notre commerce. Et c'est ce que nous nous efforçons de faire, sur deux grands fronts -- au plan bilatéral avec les États-Unis et au plan multilatéral dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, que l'on appelle le GATT. Il existe bien sûr deux autres options que nous pourrions avoir choisies -- de fait, deux options que certains Canadiens voudraient que nous choissions. Nous pourrions choisir de maintenir le statu quo, ce qui revient essentiellement à ne rien faire. Ou nous pourrions nous rabattre sur le protectionnisme, nous cacher dans la Forteresse Canada et nous isoler du reste du monde.

À cet égard, deux distingués économistes canadiens, Richard Lipsey - un diplômé de Queen - et Murray Smith ont produit une série de scénarios dans leur nouvel ouvrage intitulé "Canada's Trade Options". Le maintien du statu quo, affirment-ils, entraîne plusieurs fortes possibilités quant à la forme que prendra l'économie en l'an 2000. Aucune de ces possibilités n'est particulièrement invitante. Permettez-moi de vous lire certains des scénarios préparés par Lipsey et Smith.

Le premier scénario se lit comme suit: "Une importante partie de l'économie pourrait se spécialiser dans des productions à forte teneur de main-d'oeuvre, dans la production de biens de bas de gamme qui concurrencent les produits de tout pays nouvellement industrialisé. Les Canadiens devront alors ou bien accepter les niveaux de vie relativement bas qui découlent de la production de ces biens, ou bien permettre à ces industries de payer des salaires élevés en les protégeant de la concurrence étrangère. Dans le dernier cas, les niveaux de vie des Canadiens qui achètent des produits locaux à coût élevé et dont les impôts paient les subventions et les prêts à faibles taux d'intérêt s'en trouveront réduits."

Deuxième scénario: "Le Canada pourrait bien devenir un pays arriéré: un pays introspectif qui a abandonné le commerce extérieur en tentant d'encourager la production nationale afin de réduire l'importance du commerce dans l'économie. Ce scénario nous rappelle l'expérience de l'Argentine. À la fin des années 20, l'Argentine avait une économie de ressources semblable à de nombreux égards à celle du Canada. Les deux pays avaient à peu près le même revenu réel par habitant. L'Argentine a alors choisi une politique introspective fondée sur le protectionnisme et le subventionnement des industries locales. Depuis 1925, le PNB réel par habitant de l'Argentine s'est accru de 65 % alors que celui du Canada s'est accru de 265 %."

Troisième scénario: "Le Canada pourrait connaître un sérieux problème de balance des paiements qu'il pourrait être forcé de régler avec des contrôles de change qui restreignent grandement la capacité qu'ont les Canadiens d'acheter ce qu'ils veulent, d'aller où ils veulent et d'investir leur argent où ils veulent".

Quatrième scénario: "Le Canada pourrait souffrir de la sérieuse maladie économique appelée Eurosclérose. Parmi les caractéristiques de cette maladie, mentionnons un chômage élevé, un faible rendement sur le capital, de faibles niveaux d'investissement, la montée du protectionnisme -- en raison d'un manque de confiance dans la capacité de concurrencer au plan international -- et toute une série de subventions, de mesures de soutien et d'autres politiques qui réduisent grandement le rendement réel de l'économie et sa capacité de s'adapter au changement."

Ne partez pas, il y en a encore un autre, qui se lit comme suit: "Le Canada pourrait constater que ses niveaux de vie sont si faibles par rapport à ceux des États-Unis que

La peur d'être avalés par les États-Unis domine depuis si longtemps la pensée de certains Canadiens qu'elle suscite une réaction conditionnée à toute initiative pouvant améliorer ou élargir nos relations, même nos relations d'affaires. L'actuelle réaction s'exprime comme suit: un accord de commerce avec les États-Unis sera le premier pas inévitable vers la disparition; le deuxième pas sera une union douanière suivie d'un marché commun, puis l'intégration politique. Adieu, Canada.

Mais ce sont là les craintes d'une minorité. Ce sont là les relents d'une époque révolue où le Canada était une nation moins sûre d'elle-même et où les Canadiens étaient moins sûrs d'eux-mêmes en tant que peuple.

Il me semble juste de dire que la plupart des Canadiens ne trouvent aujourd'hui rien de fondamentalement pernicieux dans la possibilité de mener des négociations commerciales bilatérales avec les États-Unis. C'est de toute façon ce que les sondages indiquent. Et les sondages révèlent également que les jeunes Canadiens sont plus en faveur d'une libéralisation du commerce avec les États-Unis que ne le sont les Canadiens plus âgés. De fait, la génération qui y est le plus favorable -- par un rapport de plus de 2 à 1, selon le dernier sondage CROP --, c'est votre génération: celle des 18 à 29 ans.

Pourquoi? J'aimerais suggérer deux raisons possibles. Premièrement, les jeunes de votre génération se sentent des Canadiens plus sûrs d'eux. Et deuxièmement, vous avez certaines préoccupations très réelles concernant les possibilités de trouver des emplois rémunérateurs.

The Economist, l'un des magazines les plus sérieux de Grande-Bretagne, se fait l'écho de ces préoccupations. Écoutez ce qu'il disait dans un récent rapport sur le Canada: "Il y a toutes les raisons de croire qu'une plus grande exposition aux forces économiques et culturelles mondiales continuerait à enrichir les Canadiens et leur mode de vie distinctif, quoique nettement nord-américain. Il y a d'aussi bonnes raisons de craindre que l'amélioration permanente des niveaux de vie auxquels les Canadiens sont habitués continuera à se ralentir si le pays n'ouvre pas davantage son économie."

Mais revenons pour un moment à la question de la souveraineté canadienne. La souveraineté prend deux formes, la forme politique et la forme culturelle. Notre souveraineté politique n'est pas en jeu dans nos pourparlers

les subventions accordées aux activités culturelles canadiennes doivent être abandonnées parce que beaucoup trop onéreuses, et les gens pourraient commencer à se demander si le coût économique d'un Canada politiquement indépendant n'est pas trop élevé."

Je reviendrai sur ce point dans un moment.

Que doit faire le Canada pour être économiquement prospère en l'an 2000? Selon Lipsey et Smith, il devra spécialiser son industrie dans les produits haut de gamme qui fournissent de fortes valeurs ajoutées et qui donnent ainsi de bons niveaux de vie. Ce qui veut dire que l'industrie canadienne ne doit pas se spécialiser dans les produits à forte teneur de main-d'oeuvre mal payée. Ces produits ne peuvent survivre à la concurrence internationale que si les coûts de main-d'oeuvre sont peu élevés. Pour un petit pays comme le Canada, l'obtention de niveaux de production efficients nécessite la spécialisation et la rationalisation."

Ce qui veut dire de la souplesse.

Mais nous avons encore beaucoup de chemin à faire. Nous avons passé une bonne partie des années 70 et une partie des années 80 à tergiverser sur notre économie. En refusant de prendre des décisions difficiles, nous n'avons fait qu'empirer les choses. Notre compétitivité s'est érodée. Nous avons hésité à investir dans la recherche et le développement. Notre part du commerce mondial a diminué. En 1968, par exemple, le Canada venait au quatrième rang des nations commerçantes du monde, juste avant le Japon. Nous avons maintenant chuté au huitième rang, et le Japon exporte deux fois plus que nous.

Il n'existe aucune carte qui puisse nous dire dans quelle direction aller à chaque carrefour, mais la direction générale semble assez claire. Ainsi donc, qu'est-ce qui nous retient? Je pense que c'est Pogo, l'opossum du regretté Walt Kelly, qui l'a peut-être dit de la meilleure façon: "J'ai rencontré l'ennemi, et l'ennemi c'est nous."

Notre hésitation semble découler d'un trait profondément ancré dans le psyché canadien. Notre problème, comme d'habitude, c'est les Américains.

En ouvrant notre commerce avec le monde, nous devons nécessairement libéraliser notre commerce avec les États-Unis -- puisque 80 % de notre commerce se font avec ce pays. Ce qui fait ressortir tous les vieux spectres de tous les vieux placards.

commerciaux avec les Américains. Nous ne voulons pas devenir des Américains -- et ils ne veulent pas que nous le devenions. En ce qui touche notre souveraineté culturelle, je pense que vous savez ce que sera la position du Canada à la table de négociation. Si vous ne le savez pas, les Américains le savent certainement. Notre position est celle-ci: notre souveraineté culturelle n'est pas négociable. Nos programmes sociaux ne le sont pas non plus. C'est là notre affaire, et l'affaire de personne d'autre.

Permettez-moi de pousser la question plus loin. Notre souveraineté culturelle et nos programmes sociaux dépendent de notre capacité de soutenir la croissance économique, laquelle est directement liée à notre capacité de commercer. Seule une économie forte peut garantir les institutions culturelles qui nous donnent notre unicité. Seule une économie forte nous permettra de soutenir nos soins de santé, nos programmes d'assurance-chômage, nos paiements de péréquation aux régions. Si notre économie était faible, nos programmes sociaux en souffriraient sûrement et notre souveraineté culturelle s'en trouverait affaiblie. Il est difficile de maintenir sa fierté lorsque l'on mendie le chapeau à la main.

Il n'y a en ceci rien de nouveau ou d'inhabituel. Nous sommes largement devenus ce que nous sommes aujourd'hui grâce à plus de 50 ans de négociation d'accords qui ont élargi notre commerce avec l'ensemble du monde. L'un après l'autre, ces accords nous ont donné les moyens de nous développer et de prospérer, et notre prospérité nous a permis d'appuyer et de soutenir notre vibrante communauté culturelle. Elle nous a aidés à bâtir des institutions et des programmes sociaux qui reflètent véritablement les valeurs et les attitudes des Canadiens.

La question n'est donc pas de savoir si notre souveraineté culturelle et nos institutions sociales peuvent survivre à une libéralisation du commerce avec les Américains. La question est de savoir si elles pourraient survivre si notre commerce était restreint.

Je pourrais mentionner qu'il existe de nombreux précédents à un accord bilatéral de commerce entre nous. Il y a 50 ans, le monde traversait la pire phase de la Grande Dépression, et les guerres commerciales qui avaient été déclenchées avaient empiré les choses. Le Canada et les États-Unis ont été les premiers à réagir au protectionnisme latent de l'époque. En 1935, nous avons conclu un accord bilatéral visant à abaisser les barrières, accord dont les principes sont devenus le fondement du système commercial multilatéral que nous avons aujourd'hui.

Je ne crois pas qu'il soit exagéré de dire qu'un nouvel accord bilatéral entre nous pourrait donner des résultats assez similaires. Une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales engagées sous l'égide du GATT devrait commencer à l'automne, appuyée sans réserve par le Canada. Les négociations pour cette huitième série s'étireront sur de nombreuses années. Elles ne seront pas faciles, parce que les nations commerçantes ne sont pas toutes d'accord sur les questions à couvrir. Si le Canada et les États-Unis pouvaient montrer la voie, si nous pouvions montrer au reste du monde que la libéralisation du commerce est à l'avantage de tous, il me semble que les négociations commerciales pourraient donner de meilleurs résultats -- que plus de barrières pourraient être abaissées plus rapidement dans le monde.

Et c'est là l'essence de mon message d'aujourd'hui. C'est un message de survie et de développement dans le monde réel, un monde de transition rapide et fondamentale, un monde qui se fait de plus en plus dur. C'est le monde dans lequel vous aurez à vivre, à travailler, et à concurrencer pendant les quelque 50 prochaines années -- jusqu'à l'an 2030 et au-delà.

Quelle sera votre place dans ce monde? Cela dépend en partie de vous, sans aucun doute. Mais aussi en partie de nous, des décisions que nous devons prendre aujourd'hui, dans ces dernières années du vingtième siècle.

En réalité, nous n'avons qu'un choix. Nous ne pouvons nous permettre de fermer nos portes, de tirer les rideaux et de nous replier sur nous-mêmes. Pour survivre, il faudra nous ouvrir, nous ressaisir et regarder -- avec confiance -- vers ce monde qui nous entoure. C'est ce que nous entendons faire. Le Canada s'en vient. Qu'on se le dise..

Je vous remercie.